

Droit au travail des étrangers résidant en France

Droit au Travail

Votre titre de séjour vous autorise à travailler sans demande d'autorisation,

- si vous détenez: Récépissé ou APS mention « autorise son titulaire à travailler »; Titre étudiant ou VLTS étudiant (à titre accessoire [60% temps travail annuel ; 50% si Algérien]); carte vpf, Visa long séjour ou vpf, carte résident, carte de réfugié, carte protection temporaire, carte de séjour recherche d'emploi ou création d'entreprise (1), un visa vacance travail sauf australien et russe.
- Mineur: Le contrat signé par l'OPCO suffit même à la majorité.
- si entreprise de travail temporaire: pour toute mission de moins de 3 mois. Quelque soit carte ou titre de séjour.

Vous devez faire une demande d'autorisation de travail simplifiée si:

Vous détenez un titre de séjour étudiant et souhaitez travailler plus qu'à titre accessoire, cessez vos études sans avoir obtenu un master 2 et un salaire de 1,5 SMIC ou plus. (Changement de statut vers admission exceptionnelle au séjour par le travail).

Vous détenez une carte de séjour temporaire ou pluriannuelle mention travailleur temporaire ou salarié, ou un VLTS avec ces mentions et changez ou d'employeur, ou de type de contrat (obtention CDI temps plein) et vous souhaitez déposer un changement de statut (vpf vers salarié).

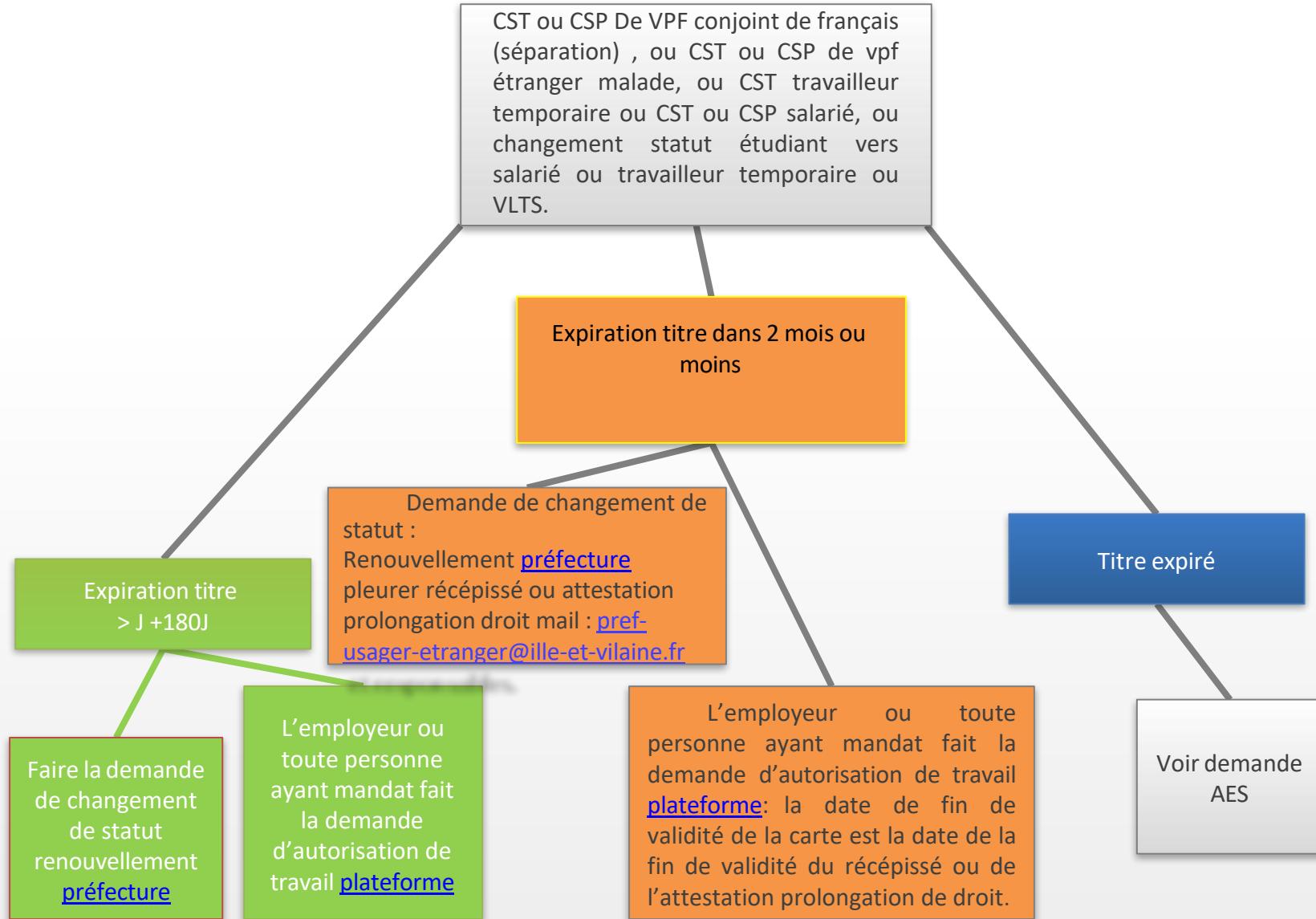
Vous êtes demandeur d'asile en attente depuis plus de 6 mois à l'OFPRA

Vous devez faire une demande de titre de séjour admission exceptionnelle au séjour en y joignant Cerfa 1518603, promesse d'embauche, lettre motivant l'embauche(20 lignes corps de texte mini), Kbis, Ursaff ou MSA, dans tout les autre cas.

Si la préfecture s'oriente vers la régularisation, elle transmettra pour avis à la plateforme MOE compétente, pour le contrôle des critères de la rémunération et du respect de la règlementation du travail.

(1) Cette carte « recherche d'emploi ou création d'entreprise » nécessitera que vous obteniez un salaire au moins égal à 1,5 SMIC pour obtenir un titre de séjour ensuite.

Quand faire demande d'autorisation de travail simplifiée



Comment faire demande d'autorisation de travail simplifiée

Demandeur d'asile

Demande autorisation travail
demandeur d'asile plus de 6
mois attente OFPRA (1)

Réunir toute les informations sur la
société:
site société.com
NOM, Siret, NAF, capital, Dirigeants
mandataires, fiabilité entreprise, date
de création + de 2 ans
demander à l'employeur IDCC
convention collective, salaire, code
ROME emploi (2)
Demander à l'employeur si il souhaite
vous [donner mandat](#).

Se connecter à [Démarche en ligne](#)
faire une demande, cela créera un compte
utilisateur
- en utilisant votre adresse mail si vous avez un
mandat de l'employeur (ou expliquer à l'employeur
comment faire).
Type d'emploi CDD 6 mois,
pièce à joindre: attestation demande d'asile,
mandat éventuel, promesse d'embauche, offre
pole emploi et clôture de l'offre.

(1) Vous pouvez solliciter une autorisation de travail si le demandeur d'asile répond aux 2 conditions suivantes : il a l'attestation de demande d'asile, sa demande est en cours d'examen depuis plus de 6 mois par l'Ofrpa.

(2) Contrôler [si le projet de recrutement n'est pas soumis à l'opposabilité de la situation de l'emploi](#) [sticker je sollicite une autorisation de travail et je suis une entreprise] et aller sur simulateur tout en bas. Pour éviter d'avoir à fournir offre pole emploi et clôture et nombre candidats et motif des refus.

Les demandes d'autorisation de travail comme agent de sécurité sont refusés. Le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) refuse, en application du code de la sécurité intérieure, de délivrer un agrément à un étranger demandeur d'asile..

Comment faire demande d'autorisation de travail simplifiée Étranger résidant sur le territoire français avec titre de séjour

Demande autorisation travail titulaire titre de séjour CST ou CSP salarié (CDI), ou CST travailleur temporaire (CDD minimum 6 mois) résidant sur le territoire Français, ou changement de statut étudiant vers salarié [taxe OFII dans ce cas]. Les particuliers employeurs sont exonérés de cette taxe.

Réunir toute les informations sur la société:
site société.com
NOM, Siret, NAF, capital, Dirigeants mandataires, fiabilité entreprise, date de création + de 2 ans demander à l'employeur IDCC convention collective, salaire, code ROME emploi (2) demander à l'employeur si il souhaite vous [donner mandat](#).

Se connecter à [Démarche en ligne](#) faire une demande, cela créera un compte utilisateur
- en utilisant votre adresse mail si vous avez un mandat de l'employeur (ou expliquer à l'employeur comment faire).
Type d'emploi CDD 6 mois ou CDI, pièce à joindre: titre de séjour, mandat éventuel, promesse d'embauche, offre pole emploi et clôture de l'offre ou explicatif exonération.

(1) Vous pouvez solliciter une autorisation de travail si le salarié ou futur salarié répond aux conditions suivantes : il a un droit au séjour en cours de validité

(2) Contrôler si le projet de recrutement n'est pas soumis à l'opposabilité de la situation de l'emploi [sticker je sollicite une autorisation de travail et je suis une entreprise] et aller sur simulateur tout en bas. Pour éviter d'avoir à fournir offre pole emploi et clôture de l'offre, nombre candidats et motif des refus.

Les demandes d'autorisation de travail comme agent de sécurité sont refusés. Le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) refuse, en application du code de la sécurité intérieure, de délivrer un agrément à un étranger n'ayant pas un droit au séjour ininterrompu depuis 5 ans

Comment joindre documents nécessaires à admission exceptionnelle au séjour.

Préparer Cerfa 15186 03, promesse d'embauche, lettre motivant l'embauche (20 lignes corps de texte mini), Kbis, Ursaff ou MSA,

Réunir toute les informations sur la société:
site société.com
NOM, Siret, NAF, capital, Dirigeants mandataires, fiabilité entreprise, date de création + de 2 ans
Demander à l'employeur IDCC convention collective, salaire, code ROME emploi (1)
Chercher Salaire selon convention collective.
Demander tel et mail du gestionnaire de la demande et de celui qui paiera taxe OFII.

Les projets de Cerfa 15186 03, promesse d'embauche, lettre motivant l'embauche (20 lignes corps de texte mini), sont envoyés à l'employeur pour Cachet et signature et remise au futur salarié. L'employeur y ajoute KBIS et Ursaff ou MSA.

La totalité des copies sont jointes à la demande de RDV AES faite par lettre recommandée avec AR. Faire une lettre de demande très détaillée. Les délais sont très longs: 9 mois, constaté, pour obtenir RDV, en moyenne, puis 3 mois avant premier droit au travail.

(1) Les demandes d'admission exceptionnelles au séjour sont examinées sans Opposabilité de la Situation de l'Emploi. Voir page 8 circulaire Valls.

L'employeur s'engage à payer la taxe OFII
CDD le montant de la taxe est compris entre 74 € et 300 € en fonction du salaire mensuel brut de l'intéressé ; 55% d'un salaire mensuel pour CDI limite 2,5 smic. Les particuliers employeurs sont exonérés de cette taxe.

Les demandes d'autorisation de travail comme agent de sécurité sont refusés. Le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) refuse, en application du code de la sécurité intérieure, de délivrer un agrément à un étranger n'ayant pas un droit au séjour, depuis 5 ans, ininterrompu.

FAQ

Quand et comment sont payés la taxe OFII:

lors de la première admission au séjour en qualité de salarié ou travailleur temporaire (c'est à dire lorsque demande de titre de séjour a été acceptée), l'employeur doit, sur demande de l'OFII s'acquitter de cette taxe. Les particuliers employeurs sont exonérés de cette taxe.

Les titulaires d'une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » (sauf mayotte) ou d'une carte de résident délivrées dans une des collectivités d'outre-mer visées en objet et qui déménagent vers la métropole et inversement ne sont [...] plus tenus de solliciter une autorisation de travail expresse s'ils souhaitent travailler dans leur nouveau territoire de résidence « NOR INTV1300895J »

En théorie, ont disparu trois critères à l'œuvre pour l'instruction des demandes d'autorisation de travail :

l'adéquation entre la qualification et l'emploi ; oui en I&V

le montant de la rémunération: en théorie, seul le taux horaire sera vérifié ainsi que la durée minimale fixée par les conventions collectives (24h) Non en I&V

les conditions de logement oui en I&V

Les accords bilatéraux prévalent sur les circulaires:

à l'avantage du salarié (exemple Sénégalais)

ou à son désavantage (Algériens ne peuvent déposer une AES ou se prévaloir liste métiers en tension)

L'étranger ne peut pas obtenir de première autorisation de travail d'un étranger salarié en France pour un contrat visant à favoriser l'emploi (contrat d'apprentissage, contrat parcours emploi compétence, contrat de professionnalisation) mais peut obtenir un titre étudiant. Et pourtant parfois obtenu??